

Collaboration entre l'ONG Vision et Initiative pour l'Environnement (VIE) et l'Université d'Ati : Enjeux d'orientation et d'insertion professionnelle des jeunes

Par Djikolmbaye Djibé (Osée), Consultant Expert en Orientation et Insertion Professionnelle

1 Chapeau introductif

Dans le cadre du programme APES-Tchad visant à professionnaliser l'enseignement supérieur tchadien en agriculture et élevage, une série d'entretiens est menée auprès d'acteurs locaux pour identifier des pistes de collaboration entre les structures de formation et les ONG. Cet échange avec **Madame Haoua Mahamat Assaballah**, responsable administrative et financière de l'**ONG Vision et Initiative pour l'Environnement (VIE)**, basée à Ati, illustre une dynamique prometteuse. Son parcours et son engagement en faveur du développement durable, notamment dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la transformation des produits locaux, en font une interlocutrice privilégiée pour réfléchir à l'accompagnement des étudiants vers l'emploi. Cet entretien explore les synergies possibles entre les compétences universitaires et les besoins du terrain, ainsi que les leviers pour renforcer l'insertion professionnelle des jeunes.

2 1. Présentation de l'interviewée et de son parcours

Madame Haoua Mahamat Assaballah incarne une figure engagée dans le développement local à travers son rôle au sein de l'ONG Vision et Initiative pour l'Environnement (VIE), une structure nationale à but non lucratif créée en 2011 et redynamisée en 2020. Son parcours reflète une volonté de concilier gestion administrative et impact social, notamment dans des domaines aussi

stratégiques que l'agriculture, l'élevage et la gestion des urgences environnementales.

« Nous situons nos activités dans les secteurs de l'élevage, de l'agriculture et des urgences, avec une approche centrée sur la formation et l'appui aux communautés locales », souligne-t-elle. Son expertise s'articule autour de projets concrets, comme ceux financés par le FIDA, qui combinent transmission de savoirs et modernisation des pratiques, en s'appuyant sur des semences améliorées ou des techniques de transformation adaptées aux réalités locales.

3 2. État des lieux de l'orientation et de l'insertion professionnelle : un écosystème à structurer

L'entretien révèle une réalité complexe où les jeunes, bien que formés dans des domaines porteurs comme l'agriculture ou l'élevage, peinent souvent à trouver un ancrage professionnel durable. Les ONG locales, comme la VIE, jouent un rôle clé en offrant des opportunités de stages et de formation, mais leur action reste limitée par des contraintes structurelles.

« Les jeunes doivent être utiles sur le terrain, pas seulement en ville derrière un bureau », insiste Madame Haoua. Cette phrase résume une problématique centrale : l'écart entre les enseignements théoriques dispensés par les universités et les compétences pratiques requises par le marché du travail. Les stages organisés par la VIE avec l'Université d'Ati constituent une première étape pour combler ce fossé, mais ils restent ponctuels et informels.

2.1. Les dispositifs existants : entre initiatives spontanées et besoins non comblés

Actuellement, les collaborations entre l'Université d'Ati et les ONG reposent sur des échanges informels, comme l'accueil d'étudiants en stage ou la participation à des cérémonies de remise de diplômes. Cependant, ces initiatives manquent de formalisation et de pérennité.

« Le cadre existe, mais il n'est pas formalisé », constate Madame Haoua. Par exemple, les stages proposés par la VIE permettent parfois d'embaucher des étudiants à l'issue de leur formation, mais ces opportunités restent aléatoires, dépendantes des financements des projets. « Nous avons créé trois ou quatre emplois pour des étudiants, mais une fois les projets terminés, nous n'avons pas toujours les moyens de les garder », explique-t-elle.

2.2. Les ressources disponibles et manquantes : un potentiel inexploité

Les ressources humaines et matérielles existent, mais leur mobilisation est souvent désorganisée. La VIE dispose d'un réseau de bénéficiaires formés à des activités génératrices de revenus, comme la transformation de viande séchée, de yaourt, ou de savon traditionnel. Pourtant, ces compétences ne sont pas toujours valorisées dans un cadre professionnel structuré.

« Nous avons formé des jeunes à la transformation du savon, et certains ont trouvé un emploi dans ce domaine », témoigne Madame Haoua. Cependant, ces succès restent isolés, faute de mécanismes permettant de connecter les compétences locales aux besoins du marché.

4 3. Accompagnement des étudiants : entre stages et préparation au monde professionnel

Les stages organisés par la VIE avec l'Université d'Ati offrent aux étudiants une immersion dans des réalités pratiques, qu'il s'agisse de gestion de troupeaux, de techniques de transformation ou de gestion administrative. Ces expériences, bien que limitées, sont appréciées pour leur capacité à établir un pont entre théorie et pratique.

« Les étudiants sont répartis en deux groupes : certains partent sur le terrain pour observer les pratiques agricoles et d'élevage, d'autres restent au siège pour étudier les processus administratifs », détaille Madame Haoua. Les retours des stagiaires sont encourageants, notamment lorsqu'ils parviennent à établir des liens entre leurs connaissances universitaires et les réalités du terrain.

Cependant, l'évaluation de ces stages reste informelle, et leur impact sur l'insertion professionnelle dépend largement de l'initiative individuelle des étudiants. « Certains sont proactifs et posent des questions pour mieux comprendre les pratiques. D'autres se contentent d'observer », observe-t-elle.

5 4. Suivi des anciens étudiants : un maillon faible à renforcer

Un des défis majeurs identifiés lors de l'entretien est le manque de suivi des anciens étudiants après leur formation ou leur stage. Bien que la VIE ait contribué à la formation de plusieurs jeunes, peu d'entre eux bénéficient d'un accompagnement continu vers l'emploi.

« Nous avons formé des animateurs qui ont travaillé deux ans sans financement stable », reconnaît Madame Haoua. Cette situation illustre une réalité récurrente dans le secteur : les compétences sont développées, mais leur application professionnelle reste incertaine faute de structures d'accompagnement adaptées.

6 5. Préparation aux exigences du secteur professionnel : l'importance de l'entrepreneuriat

L'entretien met en lumière une culture entrepreneuriale émergente chez les jeunes, mais qui nécessite un soutien accru. Les activités de transformation, comme la production de yaourt ou de savon, sont des exemples concrets de micro-entreprises locales qui pourraient être développées à plus grande échelle.

« Il faut travailler sur la mentalité de nos jeunes », souligne Madame Haoua. « Le monde académique transmet le savoir, mais les ONG, en collaboration avec les jeunes, peuvent travailler sur les aspects pratiques de l'emploi ». Cette vision rejoint les objectifs du programme APES-Tchad, qui vise à professionnaliser l'enseignement supérieur en intégrant des modules pratiques et des partenariats avec les acteurs locaux.

5.1. L'exemple des "dangotés" : une inspiration pour l'insertion professionnelle

Les "dangotés", ces jeunes entrepreneurs qui ont réussi à se développer à partir de petites activités, incarnent un modèle à suivre. Leur succès repose sur une combinaison de formation, de persévérance et de soutien local.

« C'est en commençant petit que l'on grandit », résume Madame Haoua. Pour reproduire ce modèle, il est essentiel de renforcer les liens entre les universités, les ONG et les acteurs économiques locaux, afin de créer un écosystème favorable à l'auto-emploi.

7 6. Vision sur l'entrepreneuriat et l'insertion : vers une synergie d'action

La collaboration entre la VIE et l'Université d'Ati pourrait servir de catalyseur pour une approche plus intégrée de l'insertion professionnelle. Plusieurs pistes sont évoquées :

- **La formalisation des partenariats** : « Nous pourrions formaliser ce cadre de collaboration par une convention », propose Madame Haoua. Une telle démarche permettrait de définir des rôles clairs et des responsabilités partagées entre les deux structures.
- **L'intégration des compétences locales** : Plutôt que de faire appel à des experts externes, les ONG pourraient solliciter les universités pour identifier des compétences locales adaptées aux besoins des projets. « Si un avis de recrutement est lancé, nous pourrions indiquer que la cellule d'orientation de l'université peut répondre à ce besoin », explique-t-elle.
- **Le développement de cellules d'aide à l'orientation** : « Une cellule d'aide à l'orientation serait une véritable opportunité », estime Madame Haoua. « Elle permettrait aux étudiants de se préparer au monde professionnel et de rompre avec la déconnexion actuelle ».

6.2. L'exemple du pastoralisme : un secteur à fort potentiel

Le pastoralisme, un domaine clé pour la sécurité alimentaire, illustre les opportunités offertes par une collaboration renforcée. Des initiatives comme la culture de plantes fourragères dans les couloirs de transhumance, expérimentées en 2002, ont démontré leur efficacité pour réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs.

« Après la sécheresse, le rendement a été de 2000 tonnes, ce qui a permis de réduire les conflits », rappelle Madame Haoua. Pourtant, ces projets manquent de visibilité et de partenariats pour être déployés à grande échelle. Les universités pourraient jouer un rôle clé en formant des jeunes aux métiers du pastoralisme, notamment dans la gestion des ressources pastorales ou les campagnes de vaccination du bétail.

8 7. Recommandations et perspectives : vers une dynamique collective

L'entretien avec Madame Haoua Mahamat Assaballah met en lumière plusieurs pistes concrètes pour renforcer l'insertion professionnelle des jeunes dans les domaines de l'agriculture et de l'élevage. Voici les recommandations clés issues de cet échange :

7.1. Formaliser les partenariats entre universités et ONG

- **Signer des conventions** pour encadrer les stages, les formations conjointes et les échanges de compétences.
- **Créer des cellules d'orientation** au sein des universités, en collaboration avec les ONG locales, pour accompagner les étudiants dans leur insertion professionnelle.

7.2. Renforcer les dispositifs d'accompagnement des jeunes

- **Développer des programmes de mentorat** où les étudiants pourraient bénéficier du soutien d'anciens stagiaires ou de professionnels du secteur.

- **Encourager l'entrepreneuriat** en offrant des formations pratiques et un accès facilité aux financements pour les micro-projets.

7.3. Valoriser les compétences locales

- **Cartographier les savoir-faire** existants dans les ONG et les communautés pour les intégrer dans les programmes de formation universitaire.
- **Impliquer les anciens étudiants** dans des campagnes de sensibilisation ou des projets pilotes, afin de montrer des parcours inspirants.

7.4. Élargir les collaborations intersectorielles

- **Travailler avec les délégations régionales** de l'agriculture et de l'élevage pour identifier les besoins locaux et adapter les formations en conséquence.
- **Créer des consortiums d'ONG** pour mutualiser les ressources et maximiser l'impact des projets d'insertion.

7.5. Promouvoir une culture de l'innovation

- **Intégrer des modules sur l'entrepreneuriat** dans les cursus universitaires, en partenariat avec les acteurs locaux.
- **Organiser des forums d'échange** entre universités, ONG et entreprises pour faciliter les rencontres entre offre et demande d'emploi.

9 Conclusion : vers une insertion professionnelle ancrée dans les réalités locales

Cet entretien avec Madame Haoua Mahamat Assaballah révèle une dynamique prometteuse, mais encore peu structurée, entre les universités, les ONG et les acteurs locaux du développement. Les stages proposés par la VIE avec l'Université d'Ati constituent une première étape vers une meilleure adéquation entre formation et emploi, mais leur impact reste limité par un manque de formalisation et de suivi.

Les recommandations issues de cet échange soulignent l'importance de **structurer les collaborations**, de **valoriser les compétences locales** et de **développer une culture entrepreneuriale** chez les jeunes. En formalisant les partenariats et en créant des cellules d'orientation, les universités et les ONG pourraient jouer un rôle clé dans l'insertion professionnelle des étudiants, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et au développement durable du Tchad.

« Les jeunes sont notre avenir. Il faut les aider », rappelle Madame Haoua. Cette phrase résume l'urgence et l'opportunité d'agir ensemble pour construire un écosystème où l'éducation, l'innovation et l'emploi se renforcent mutuellement.

Document réalisé dans le cadre du programme APES-Tchad, avec le soutien de l'Ambassade de France.

Document généré par l'outil MAIA (Médiatisation assistée par IA) de la société ARIAE - ariae.fr